



**Communiqué commun des Unions Départementales
CGT, FO, FSU et Solidaires de Vaucluse
et organisations de jeunesse UNL et UNEF**

Plus que jamais, le 1er Mai, pas de confinement pour les revendications !

Alors que le monde entier fait face à la pandémie de coronavirus et à une crise sanitaire qui signe la condamnation des politiques mercantiles en matière de santé, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de revendications et de solidarité des travailleuses et travailleurs.

Dans la situation de confinement, la France, comme de nombreux autres pays, vit grâce à celles et ceux qui continuent de travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie : les personnels de santé d'abord et tous-tes les salarié-es, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, des transports, du nettoyage..., ainsi que tous-tes ces agent-es de la Fonction publique qui ont continué d'assurer leurs missions et plus largement celles et ceux qui travaillent au service de la population.

Les paroles de reconnaissance du Président et du gouvernement français, n'ont pas été suivies d'actes forts, en faveur des salarié-es, de leurs droits, et du système de santé publique. Bien au contraire ! Pourtant ils sont responsables, dans la continuité de leurs prédécesseurs, de la mise en œuvre des politiques néolibérales et d'austérité qui ont mis à mal la protection sociale, l'Hôpital et les autres services publics, alors qu'ils constituent un socle protecteur et qu'il faut les renforcer.

Si la crise sanitaire peut régresser, la situation économique et sociale va se dégrader. Ce sera le cas aussi dans le Vaucluse, département où les taux de chômage et de pauvreté sont déjà particulièrement élevés. Les travailleurs-ses de l'hôtellerie, de la restauration, des loisirs, de la culture, les intermittent.e.s du spectacle (...) seront touché.es de plein fouet par la baisse du tourisme et par l'annulation du festival d'Avignon. Nous refusons que les salarié-es fassent les frais de l'impéritie gouvernementale.

Nous porterons ce 1er mai 2020, bien que confiné-es, les revendications qui sont plus que jamais d'actualité : Le projet de retraites par points, combattu et rejeté massivement depuis le mois de décembre 2019, la contre-réforme de l'assurance chômage, la loi de « transformation » de la Fonction publique comme les ordonnances Macron qui mettent fin à l'existence des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail doivent être retirés.

Sacrifier la santé des travailleurs-ses n'est pas admissible. Le déconfinement et la « reprise » de la vie économique et sociale ne peuvent se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité de chacun.e, ainsi que celle de ses enfants. La réouverture des établissements scolaires à partir du 11 mai n'est pas envisageable si les conditions et les préconisations sanitaires ne sont pas optimales. **La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !**

Sacrifier les droits des travailleur-euses sur l'autel de l'économie et des profits n'est pas tolérable et ne pourra perdurer quelle que soit la situation. Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer ! Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron, ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleur-euses. **Après des années de perte de pouvoir d'achat ce sont de vraies revalorisations salariales, dans le privé comme dans le public que nous exigeons ! C'est le respect du principe « à travail égal, salaire égal », contre toutes les discriminations basées sur le sexe et l'origine nationale ou ethnique !**

Sacrifier les plus précaires d'entre nous est indigne. La précarisation des travailleur-euses s'est aggravée ces dernières années, et la situation des chômeur-euses et étudiant-es a été dégradée, tout comme celle des travailleur-euses sans-papiers aujourd'hui ignoré-es sur le plan sanitaire comme social. Elles et ils payent le prix fort de la situation et les inégalités sociales explosent. **Il faut permettre la suspension des loyers et des dépenses d'énergie, une aide pour l'accès à internet et aux transports.**

Même confiné-es, manifestons toutes et tous le 1er mai, avec des pancartes, banderoles, en envahissant les réseaux sociaux (...) et donnons à cette journée une véritable force collective !

Le 1er mai, soyons visibles, solidaires, déterminé-es. Nous ne paierons pas la crise générée par des choix politiques d'un système capitaliste mortifère.